



**- A R R E T E N° T-22B349 -**

**RÈGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION  
SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 312**

**Le Président du Conseil départemental de l'Orne,**

**VU** les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers et **permettre des travaux pour la création d'un branchement d'eau**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la **RD 312**, hors agglomération,

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1er** - La circulation générale sur la **RD 312** du PR 03+730 au PR 03+740 sur la commune de **TOUROUVRE-AU-PERCHE** (**Tourouvre**), sera réglementée de la manière suivante :

– neutralisation d'une voie de circulation et circulation alternée sur l'autre voie réglementée par feux tricolores ; les signaux réglementaires devront être utilisés selon les modalités du guide technique « les alternats » Setra 2000 ; en cas de saturation, régulation manuelle de la circulation à l'aide de piquets K 10 ; au droit du chantier, la vitesse des véhicules sera limitée progressivement à 50km/h, le dépassement et le stationnement seront interdits ;

*Et/ou :*

– neutralisation de l'accotement.

Les restrictions seront mises en place :

- Concernant l'alternat : **3 jours entre le 16/11/2022 et le 16/12/2022, de 8h à 18h, en dehors des week-ends et jours fériés.**
- Concernant la neutralisation de l'accotement : **3 jours entre le 16/11/2022 et le 16/12/2022, en dehors des week-ends et jours fériés.**

En fonction de l'avancement des travaux et en dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie et la signalisation sera retirée ou adaptée aux éventuels dangers à indiquer aux usagers.

**ARTICLE 2** - Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de cette signalisation de police sera assurée par l'entreprise **SUEZ Eau France**, après accord de l'agence des infrastructures départementales du Perche.

**ARTICLE 3** - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

**ARTICLE 5** - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne ([www.orne.fr](http://www.orne.fr)) . Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

- ARTICLE 6** - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,  
- M. le Maire de TOUROUVRE-AU-PERCHE,  
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne,  
- M. le Directeur de l'entreprise SUEZ Eau France, – 140 Avenue Jean Lolive – 93 691 PANTIN CEDEX,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENÇON, le 16 novembre 2022

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,  
Le Chef de bureau



Raphaël METZGER